



Transition écologique : Economies d'énergie du tertiaire Efficacité et sobriété





INTRODUCTION

L'Académie MEDEF: Laure Renevier, chargée de mission (Irenevier@medef.fr)

Pôle transition écologique du MEDEF : Myriam Nicolas, chargée de mission, Sébastien Douguet, directeur de mission (sdouguet@medef.fr, mnicolas@medef.fr)

Mardi 12 novembre 2024, de 14h30 à 15h30

Introduction



- La transition énergétique dans les instances du MEDEF
 - Commission Energie, co-présidée par Luc Benoit-Cattin (Arkema, France Chimie) et Julia Maris (Engie, France Gaz)
 - Soutenue par les travaux d'un **Comité Energie et compétitivité**, co-présidé par Guillaume de Goÿs (Aluminium Dunkerque, Aluminium France) et Bertrand Le Thiec (EDF, UFE)
- Webinaires d'information du MEDEF sur efficacité et sobriété énergétique du tertiaire
 - <u>Janvier 2023</u> : Efficacité énergétique, quels enjeux pour le tertiaire ? Avec l'administration (<u>DGALN</u>) et un consultant (LOWIT)
 - <u>Juin 2023</u> : Engager une démarche de sobriété énergétique pour répondre aux contraintes de l'été, avec l'administration (<u>DGEC</u>), <u>l'ADEME</u>, l'entreprise de services énergétiques <u>Equans</u>, et la <u>Fedene</u>
 - <u>Avril 2024</u> : Repenser la consommation énergétique du secteur tertiaire, avec l'<u>Observatoire de l'Immobilier Durable</u> et le programme <u>Baisse Les Watts</u>
- Webinaires d'information du MEDEF sur l'autoconsommation énergétique des entreprises, cycle 2024 :
 - <u>Session 1</u>: Comment mettre en place un projet d'autoconsommation énergétique en entreprise ? <u>UFE</u>, <u>ADEME</u>, <u>ENERPLAN</u>
 - <u>Session 2</u>: Autoconsommation énergétique individuelle, retours d'expérience d'entreprises, avec deux adhérents du SERCE: <u>ELIOVE</u>, filiale de Vinci Energies Building Solutions, et <u>Hervé Thermique</u>
 - Session 3: Autoconsommation énergétique collective, quelles opportunités pour les entreprises?



Les intervenants

* ADEME

Arthur Pagot, ingénieur bâtiment, pilote de la plateforme OPERAT

* ATEE

Solenne Toum, chargée de mission au ClubC2E

LOWIT

Thomas Lagier, directeur général











ADEME

Arthur Pagot, ingénieur bâtiment, pilote de la plateforme OPERAT



Liberté Égalité Fraternité





OPERAT

Observatoire de la Performance Energétique de la Rénovation et des Actions du Tertiaire





1. Rappels sur le Décret Tertiaire









LE DECRET TERTIAIRE Pourquoi ?

Les bâtiments tertiaires



1233

millions de m² de bâtiments tertiaires en France

17%

de la consommation d'énergie nationale provient du secteur tertiaire en France













Un assujettissement large...

Seuil de 1000 m²:



Bâtiment d'une surface supérieur ou égale à 1 000 m² exclusivement alloué à un usage tertiaire



 Toutes parties d'un bâtiment à usage mixte qui hébergent des activités tertiaires et dont le cumul des surfaces est supérieur ou égal à 1000 m²

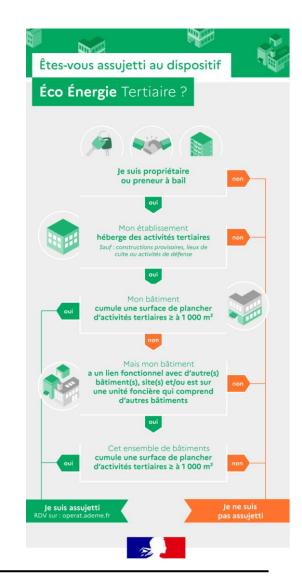


- Tout ensemble de bâtiments situés sur une même unité foncière ou sur un même site dès lors que ces bâtiments hébergent des activités tertiaires sur une surface cumulée supérieure ou égale à 1 000 m²
- · Toute catégorie d'activité tertiaire concernée, public comme privé



... aux très rares exemptions

- Constructions provisoires
- Lieux de cultes
- Activités à usage opérationnel à des fins de défense, de sécurité civile et de sûreté intérieure









De nombreux types de bâtiment concernés :











Commerces

Enseignement

Etablissements de santé

Hôtellerie - Restauration

Sports: gymnase, piscine,...

Culture : salles de spectacles, musées,...

Logistique

Gare, aérogares, ...

Data centers & serveurs

Vente & entretien véhicules...

Les obligations de réduction de consommations d'énergie concernent autant les propriétaires que les preneurs à bail des bâtiments assujettis.







Réduire progressivement la consommation énergétique du bâtiment de :

40% en 2030

50% en 2040

60% en 2050

- par rapport à une année de référence qui ne peut être antérieure à 2010
- mesurée en énergie finale, tout usage confondu (consommation disponible sur la facture)

OU

Atteindre par décennie une consommation d'énergie seuil, définie en fonction de la catégorie du bâtiment.

Valeur absolue fixée pour chaque décennie en fonction de la catégorie du bâtiment et des meilleures techniques disponibles (arrêté).

>>>

Approche pragmatique et simplifiée sur la base des consommations réelles







Les assujettis déclarent annuellement leurs consommations énergétiques sur la plateforme OPERAT, pour obtenir leurs objectifs et suivre les progrès

• Remontée annuelle des consommations par les assujettis (propriétaire et occupant)

• Notation et Attestation (décembre 2024) : à joindre pour toute transaction immobilière









Tout assujetti doit déclarer les consommations annuelles de ses locaux sur OPERAT au plus tard le 30 septembre de l'année suivante







OPERAT: Rappels









OPERATRappels: Les grands principes

OPERAT: Plateforme de suivi et de mobilisation du secteur tertiaire

Répondre aux exigences réglementaires de collecte de données: bâtiments, consommations, dossier technique...

Vérifier l'atteinte des objectifs réglementaires

Diffuser et valoriser les données collectées, dans le respect des règles de confidentialité.







2 MOYENS PRINCIPAUX POUR EFFECTUER LES DECLARATIONS

MODES OPERATOIRES PRINCIPAUX





Depuis 2023 → Mise à disposition d'un 3^e mode opératoire (interfaçage logiciels tiers)

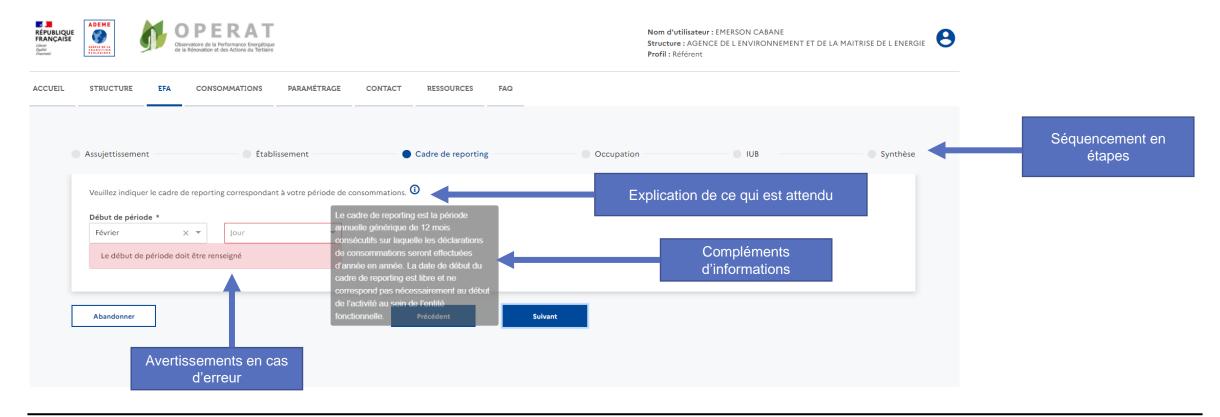


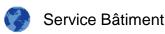




DÉCLARATION PAR L'IHM

 C'est le mode opératoire qu'il est conseillé d'utiliser pour commencer : Permet de se familiariser avec les informations demandées





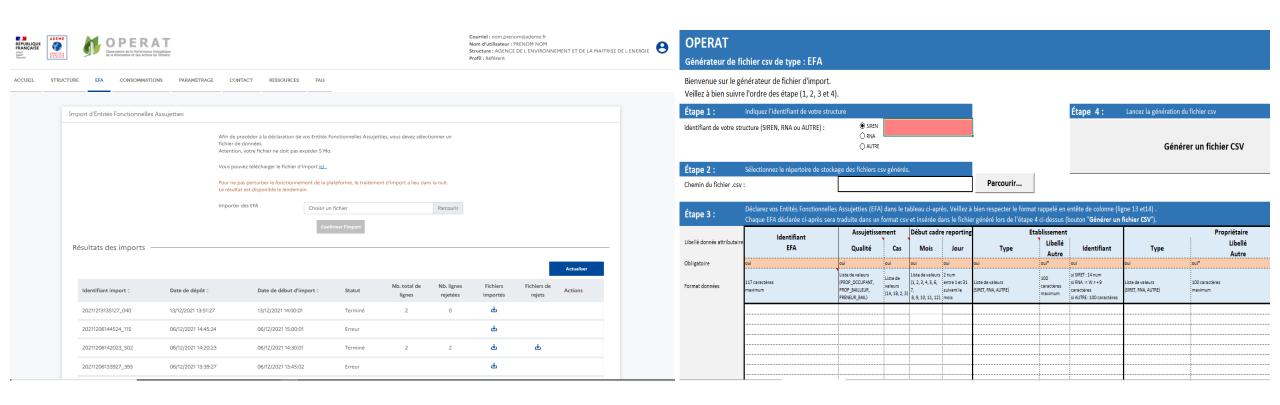


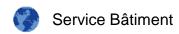




DÉCLARATION PAR IMPORT DE FICHIERS CSV

Déposer le fichier CSV sur l'interface











OPERAT Vue macro: Utilisation type d'OPERAT à terme

- <u>Déclaratif</u>: Déclaration des consommations d'énergie dans les meilleures conditions possibles → Priorité sur 2022, poursuite des améliorations (API…)
- → Mon activité a consommé 298 kWh/m² en 2022
- Objectifs: La plateforme met à jour le calcul des objectifs et fournit une attestation annuelle qui permet de se situer par rapport à l'atteinte de mes objectifs
- → D'après votre dernière déclaration, vous devez atteindre une consommation de 194 kWh/m² en 2030 et vous êtes en avance par rapport à l'atteinte de votre objectif



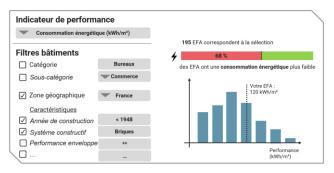






OPERAT Vue macro: Utilisation type d'OPERAT à terme

- <u>Benchmark</u> : La plateforme permet à chaque assujetti de situer la performance énergétique de son patrimoine par rapport à l'ensemble des déclarations effectuées :
- → En 2022, votre EFA fait partie des 10% les moins énergivores parmi celles ayant des activités similaires
- → En 2024, votre EFA est la plus énergivore dans le bâtiment dans lequel elle se situe
- <u>Statistiques</u>: La plateforme permet à tous d'observer l'évolution de la consommation du parc tertiaire assujetti en France (en respectant les règles de confidentialité)
- → Jeux de données accessibles sur https://data.ademe.fr/









OPERAT: Actualités









BILAN UTILISATION OPERAT Présentation de l'étude







Ce bilan présente les premiers constats et enseignements sur les données issues des deux premières échéances déclaratives sur la plateforme OPERAT :

L'ANALYSE PORTANT SUR LE CONTENU DES DÉCLARATIONS RÉALISÉES

LES ENSEIGNEMENTS SUR L'UTILISATION DE LA PLATEFORME

Les déclarations concernées sont celles des années 2020 à 2022 ainsi que celles portant sur une année de la période de référence 2010-2019 (facultative).

Les données utilisées pour élaborer le contenu du document ont été extraites de la plateforme au 31 janvier 2024.



Contexte 4

ENSEIGNEMENTS SUR 5 LES CONTENUS DES DECLARATIONS REALISÉES

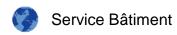
- Méthodologie, précautions 6 de lecture et d'interprétation
- Déclarations de patrimoine 7
- Déclarations des consommations 9

UTILISATION DE 21 LA PLATEFORME OPERAT

- Rappels sur l'utilisation 22 de la plateforme OPERAT
- Déclarations de patrimoine 24
- Déclarations des consommations 26
 - Annexes 30

Bilan sur l'utilisation de la plateforme en 2022-2023 | 3 | 🚱





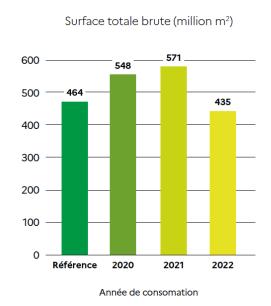


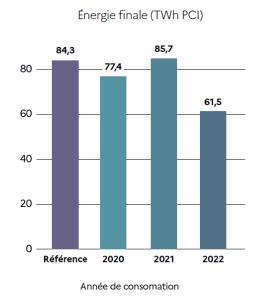




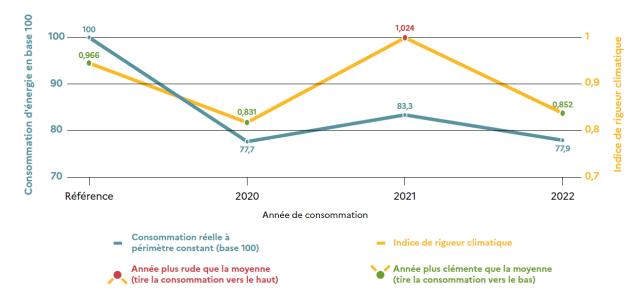
BILAN UTILISATION OPERAT Présentation de l'étude

Évolution des surfaces et consommations totales déclarées sur les différentes années





Évolution des consommations à périmètre constant (en base 100 sur la période de référence 2010-2019) et indice de rigueur climatique

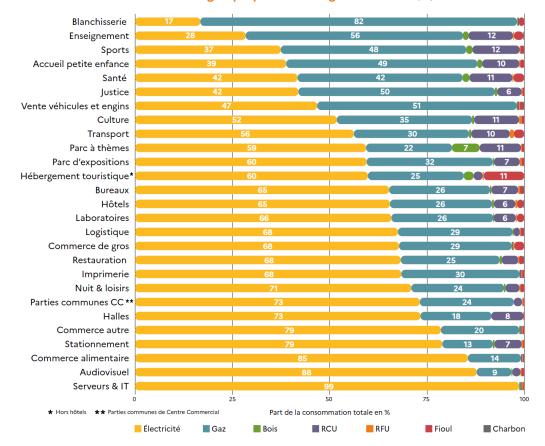






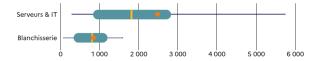
BILAN UTILISATION OPERAT Présentation de l'étude

Mix énergétique par métacatégorie d'activité (%)

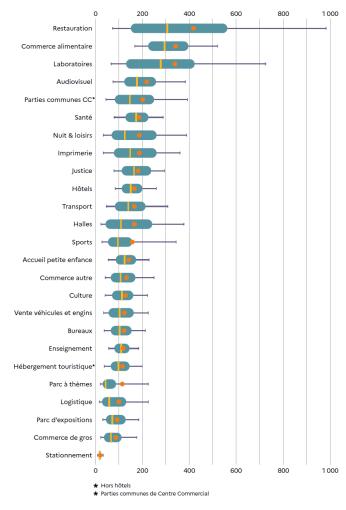


Distribution des ratios de consommation par métacatégorie d'activité

Le tableau présentant les valeurs détaillés par catégorie est visible en annexe.



Ratio de consommation en kWh/m²/an



Ratio de consommation en kWh/m²/an





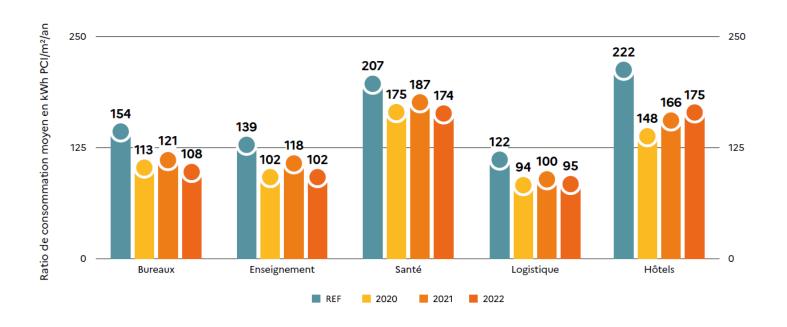


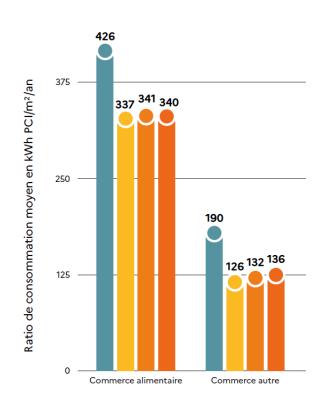


BILAN UTILISATION OPERAT Principaux résultats pour le parc tertiaire

Evolution des consommations pour les secteurs les plus représentés

Évolution du ratio de consommation moyen annuel selon différentes activités









S'inscrire

Se connecter



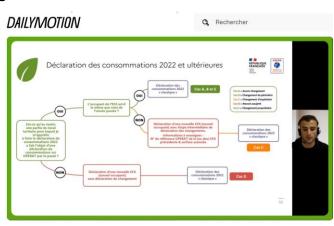
RESSOURCES

FAQ

CONTACT

Ressources

- Vidéos démo, guide utilisateurs, replay de webinaire, outils de décryptage...
- Foire aux questions
- Contact concernant la réglementation <u>eco-energie-tertiaire@developpement-durable.gouv.fr</u>
- Contact concernant la pratique de la plateforme operat@ademe.fr





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité







ATEE

Solenne Toum, chargée de mission au ClubC2E



Les fiches CEE pour financer les travaux dans le secteur Tertiaire



Solenne TOUM Chargée de mission tertiaire

12 novembre 2024





SOMMAIRE

- 1. Présentation rapide du ClubC2E
- 2. Le dispositif des CEE en bref
- 3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?
- 4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire
- 5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches



1. Présentation rapide du ClubC2E

- 2. Le dispositif des CEE en bref
- 3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?
- 4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire
- 5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches



Activités et Services aux adhérents du Club C2E

Activité principale du Club C2E : Les Fiches d'Opérations Standardisées

Le Club C2E organise des groupes de travail sectoriels pour fédérer les acteurs et rendre le travail efficace.

Les groupes de travail Agriculture, Bâtiment, Industrie, Réseau et Transport sont chargés **d'identifier des actions pouvant faire l'objet de "<u>fiches d'opérations standardisées</u>" et d'élaborer les méthodes de calcul des forfaits** de certificats correspondants et de proposer des Fiches d'Opérations Standardisées .

Les projets de Fiches d'Opérations Standardisées sont soumis à l'avis des experts de l'ADEME et proposés à la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC).

Après ce processus de conception et de validation, les fiches sont soumises à l'avis du Conseil Supérieur de l'Energie. La version définitive est arrêtée par la DGEC et publiée par arrêté au Journal officiel.

Services aux adhérents

Un accès à des **documents téléchargeables sur le site internet du Club C2E** (Présentations faites lors de GT, fiches de calcul ayant servi à élaborer les fiches d'opérations standardisées...).

Une accès aux questions réponses (FAQ) mises en ligne par le Club C2E.

Les animateurs du Club répondent aux questions des adhérents par téléphone ou par mail.

Une lettre INFO FLASH CEE d'informations sur les CEE est diffusée par e-mail en fonction de l'actualité.

Pour adhérer contacter a.giroux@atee.fr





1. Présentation rapide du ClubC2E

2. Le dispositif des CEE en bref

- 3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?
- 4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire
- 5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches





atee Club Les Certificats d'Economie d'Energie en 5 points!

- 1 L'État impose une obligation à chaque fournisseur d'énergie de faire faire des économies d'énergie à ceux qui en consomment.
- 2 Après avoir aidé les consommateurs à réduire leur consommation d'énergie et en avoir apporté la preuve, les fournisseurs d'énergie obtiennent des CEE.
- 3 Les CEE comptabilisent les économies : plus l'économie d'énergie est importante ou plus elle dure dans le temps, plus le volume de CEE est grand.
- 4 Les fournisseurs d'énergie ont un volume de CEE à obtenir et restituer à l'administration à la fin de chaque période.
- 5 Si l'objectif n'est pas atteint, le fournisseur d'énergie doit verser de fortes pénalités.





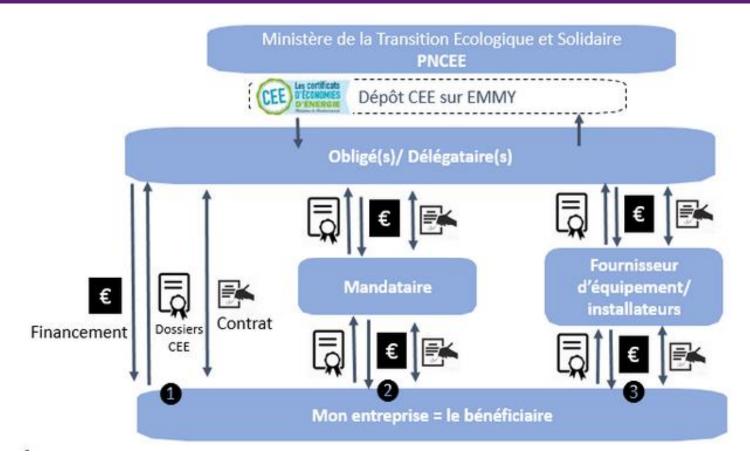




Les opérations CEE

Ce sont les **obligés** (fournisseurs ou distributeurs d'énergie) qui financent le dispositif et déposent les dossiers

Il faut passer par eux, que ce soit de manière directe ou indirecte







Comment bénéficier du dispositif des CEE?

Pour toucher une **prime CEE**:

1) Je réalise des **opérations standardisées**



2) Je réalise une opération spécifique, avec un montage de dossier sur mesure



3) Je bénéficie des différentes solutions des programmes CEE









Les opérations spécifiques

Pourquoi?

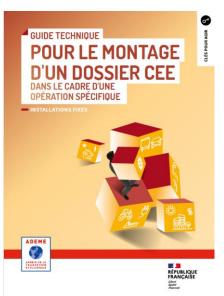
Pour les opérations qui ne correspondent pas aux fiches d'opérations standardisées :

- Gros volume
- Opération très dépendante de l'environnement industriel ...

Comment?

En montant un dossier spécifique

- Justification des économies d'énergie réalisées
- Campagne de mesures ex post
- TRB > 3 ans



Guide d'opérations spécifiques ADEME (2021)

Se rapprocher d'un acteur expérimenté du dispositif dès le début du projet





Mode direct

Mode indirect



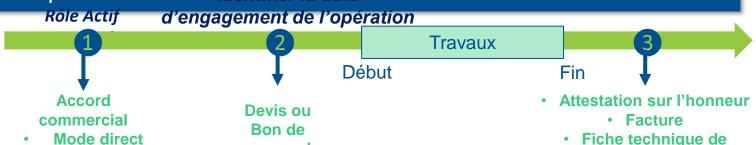
l'équipement

- Identifier les équipements éligibles aux CEE
- Consulter le catalogue de Fiches CEE sur le site de l'ATEE : C2E Opérations Standardisées

- Identifier un acteur avec qui travailler et négocier un prix en € / MWhc de CEE
- Les « obligés » : Les vendeurs d'énergie dont les ventes annuelles dépassent un seuil fixé
- Les « délégataires » d'obligations : entreprises spécialisées dans le dispositif ayant acquis un statut comparable à celui d'un obligé
- Les fournisseurs d'équipements / Les installateurs : ces entreprises doivent avoir passé un contrat avec un obligé ou un délégataire
- Les bureaux d'études prescripteurs de solutions éligibles au dispositif CEE

commande

Constituer le dossier CEE 3 jalons





- 1. Présentation rapide du ClubC2E
 - 2. Le dispositif des CEE en bref

3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?

- 4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire
- 5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches







Identifier les équipements éligibles aux CEE

Consulter le catalogue de Fiches CEE sur le site de l'ATEE : <u>C2E</u>
 <u>Opérations Standardisées</u>

Exemple du catalogue tertiaire : BAT-EN-102 Isolation des murs

2. Dénomination

Mise en place d'un doublage isolant (complexe ou sur ossature) sur murs par l'intérieur ou par l'extérieur.

3. Conditions pour la délivrance de certificats

La mise en place est réalisée par un professionnel.

La résistance thermique R de l'isolation installée est supérieure ou égale à 3,7 m².K/W.

La résistance thermique est évaluée selon la norme NF EN 12664, la norme NF EN 12667 ou la norme NF EN 12939 pour les isolants non réfléchissants et selon la norme NF EN 16012+A1 pour les isolants réfléchissants.

La preuve de la réalisation de l'opération mentionne :

- la mise en place d'une isolation des murs ;
- et la surface d'isolant installé;
- et la résistance thermique de l'isolation mise en place évaluée, suivant la nature de l'isolant, selon l'une des normes susvisées.

5. Montant de certificats en kWh cumac

Montant en kWh cumac par m² d'isolant							
Zone climatique	Énergie de chauffage						
	Électricité	Combustible					
Н1	3 000	4 800					
H2	2 500	3 900					
Н3	1 600	2 600					

	Secteur d'activité	Facteur correctif
	Bureaux, Enseignement, Commerces	0,6
X	Hôtellerie - Restauration	0,7
	Santé	1,3
	Autres secteurs	0,6

	Surface d'isolant en m²					
X	s					

Club





- ldentifier un acteur avec qui travailler et négocier un prix en € / MWhc de CEE
- Les « obligés » : Les vendeurs d'énergie dont les ventes annuelles dépassent un seuil fixé
- Les « délégataires » d'obligations : entreprises spécialisées dans le dispositif ayant acquis un statut comparable à celui d'un obligé
- Les fournisseurs d'équipements / Les installateurs : ces entreprises doivent avoir passé un contrat avec un obligé ou un délégataire
- Les bureaux d'études prescripteurs de solutions éligibles au

Ce sont les **obligés** (fournisseurs ou distributeurs d'énergie) qui financent le dispositif et déposent les dossiers

Il faut passer par eux, que ce soit de manière directe ou indirecte







Constituer le dossier CEE : 3 jalons



Il faut s'assurer que la preuve du rôle actif et incitatif a eu lieu **AVANT** la date d'engagement de l'opération





- 1. Présentation rapide du ClubC2E
 - 2. Le dispositif des CEE en bref
- 3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?

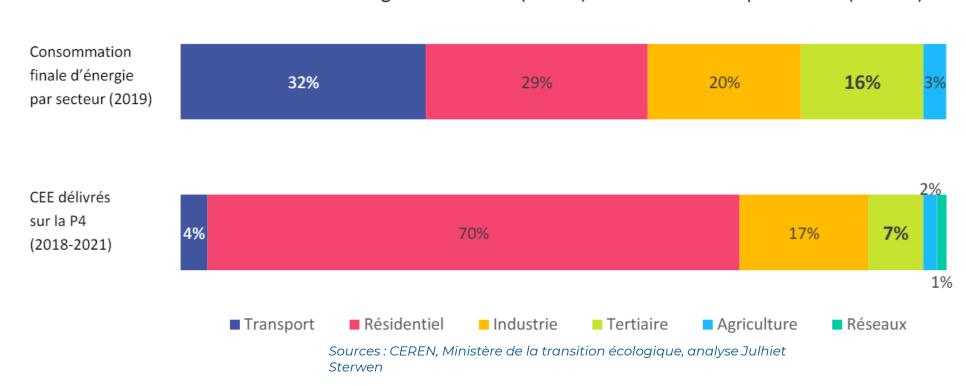
4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire

5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches



Valorisation des CEE et consommations par secteur

Parts d'énergie consommée (%TWh) et de CEE délivrés par secteur (%TWhc)



Des CEE sous-valorisés compte tenu les consommations dans le tertiaire





Le catalogue tertiaire (60 fiches)

QUELS SONT LES ENJEUX D'ECONOMIES D'ENERGIES DANS LE SECTEUR TERTIAIRE ?

Sous-secteurs tertiaires

- Bureaux
- Enseignement
- Commerce
- Hôtellerie-Restauration
- Santé
- Datacenter

Principales fiches utilisées

BAT-TH-146 : Isolation d'un réseau hydraulique de

chauffage ou d'eau chaude sanitaire

BAT-EN-103: Isolation d'un plancher

BAT-TH-116 : Système de gestion technique du

bâtiment

BAT-TH-139 : Système de récupération de chaleur sur

un groupe de production de froid

Des sous-secteurs variés et un catalogue étoffé de fiches d'opérations standardisées





TERTIAIRE: Les fiches d'opérations standardisées existantes

Fiches concernant l'<u>enveloppe</u> du bâtiment, exemples :

BAT-EN-101 : Isolation de combles ou de toitures BAT-EN-104 : Fenêtre ou portefenêtre complète avec vitrage isolant

BAT-EN-109 : Réduction des apports solaires par la toiture (France d'outre-mer)

Fiches concernant les <u>équipements</u> du bâtiment, exemples :

BAT-EQ-123: Moto-variateur synchrone à aimants permanents ou à réluctance BAT-EQ-125: Fermeture des meubles frigorifiques de vente à température négative BAT-EQ-127: Luminaire d'éclairage général à modules LED BAT-EQ-133: Systèmes hydro-

économes (France

métropolitaine)

60 fiches standardisées (Octobre 2024)

Enveloppe 12 fiches **EN** Service 3 fiches SE

Equipement 11 fiches **EQ**

Thermique 34 fiches **TH**

Fiches concernant <u>des services</u> permettant des économies d'énergie dans le bâtiment, exemples:

BAT-SE-103 : Réglage des organes d'équilibrage d'une installation de chauffage à eau chaude

BAT-SE-104: Contrat de Performance Energétique Services (CPE Services) Chauffage

BAT-SE-105 : Abaissement de la température de retour vers un réseau

Eiches eoncernant la gestion thermique du bâtiment, exemples :

BAT-TH-102: Chaudière collective à haute performance énergétique BAT-TH-113: Pompe à chaleur de type air/eau ou eau/eau BAT-TH-116: Système de gestion

BAT-TH-116 : Système de gestion technique du bâtiment

BAT-TH-125 : Ventilation mécanique simple flux à débit d'air constant ou modulé

BAT-TH-127 : Raccordement d'un bâtiment tertiaire à un réseau de chaleur

BAT-TH-146 : Isolation d'un réseau hydraulique de chauffage ou d'eau chaude sanitaire

BAT-TH-157: Chaudière biomasse





- 1. Présentation rapide du ClubC2E
 - 2. Le dispositif des CEE en bref
- 3. Comment bénéficier du dispositif CEE ?
- 4. Financer les travaux dans le secteur tertiaire
- 5. Des études de gisement pour identifier des opportunités de fiches



ASOCIATION TECHNIQUE CLUB ETUNGON RECHNIQUE CZE ETUNGON ETUNGON RECHNIQUE CZE ETUNGON RE

En Juillet 2023, L'ATEE et l'ADEME ont mandaté le cabinet Julhiet Sterwen et ses partenaires LLC Avocats et Pouget Consultants pour étudier l'accompagnement à l'atteinte des objectifs du Dispositif EcoEnergie Tertiaire (DEET) par le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

La mission a inclus:

- une analyse du cadre réglementaire français et européen
- un recensement des moyens de financement
- une description des freins à l'atteinte des objectifs du DEET par une campagne d'entrevues avec des apporteurs de solutions et des représentants des filières tertiaires étudiées (Commerces, Santé, Bureaux & Administrations, Enseignement)
- Une étude du gisement technique annuel par filière (en TWh cumac / an et TWh / an)
- La constitution d'un ordre de mérite des opérations standardisées CEE classant les FOS selon les montants de leur prime résultante des calculs de satisfaction des critères économiques et donnant en abscisse le gisement.





Gains unitaires par usages et par segments

Bureaux et Administration après 1988

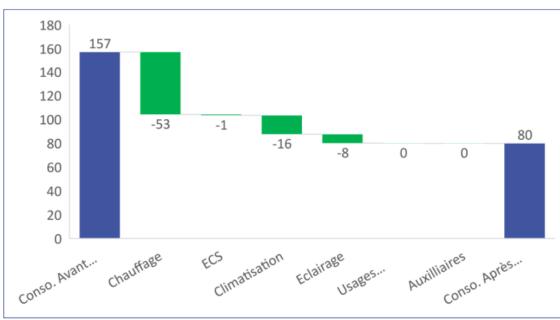


Figure 4 : Gisements unitaires (kWhef/m² SDP/an) par usages de l'énergie du segment Bureaux & Administration ap. 1988

Bouquet de travaux employé :

- Gestion technique Centralisée (GTC) (BAT-TH-116)
- Régul groupe froids haute pression (BAT-TH-134)

Commerces Alimentaires

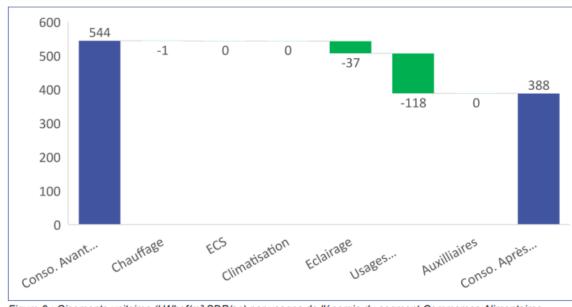


Figure 9 : Gisements unitaires (kWhef/m² SDP/an) par usages de l'énergie du segment Commerces Alimentaires

Bouquet de travaux :

- Frigo fermé temp positive (BAT-EQ-124)
- Frigo fermé temp négative (BAT-EQ-125)
- •
- •
- •



Gisements techniques (TWh/an) réalisables par les consommateurs tertiaires grâce aux FOS CEE

Segment	Α	В	С	D = A*(B - C)	E = (1 - C/B)
	Surface De Plancher (m²)	Consommation de référence (kWh/m²/an)	Consommation accessible par le bouquet de travaux (kWh/m²/an)	Gisement (TWh/an)	Taux de réduction des consommations (%)
Bureaux Ap. 88	200 446 951			15,5	
Bureaux 48-88					
Bureaux Av.48					
Santé Centres Médico-Sociaux Santé Centres Hospitaliers					
Commerce Alimentaire		544	388		29%
Commerce non-alimentaires					
Enseignement prim/sec Ap. 88		-	-	-	_
Enseignement prim/sec 48-88					
Enseignement prim/sec Av.48					
Enseignement Supérieur Ap. 88					
Enseignement Supérieur 48-88					
Enseignement Supérieur Av.48					
Total		-	-		54%





Ordre de mérite des opérations CEE sur le secteur tertiaire

Quelles sont les opérations satisfaisant les critères économiques des consommateurs en terme de temps de retour/TRI



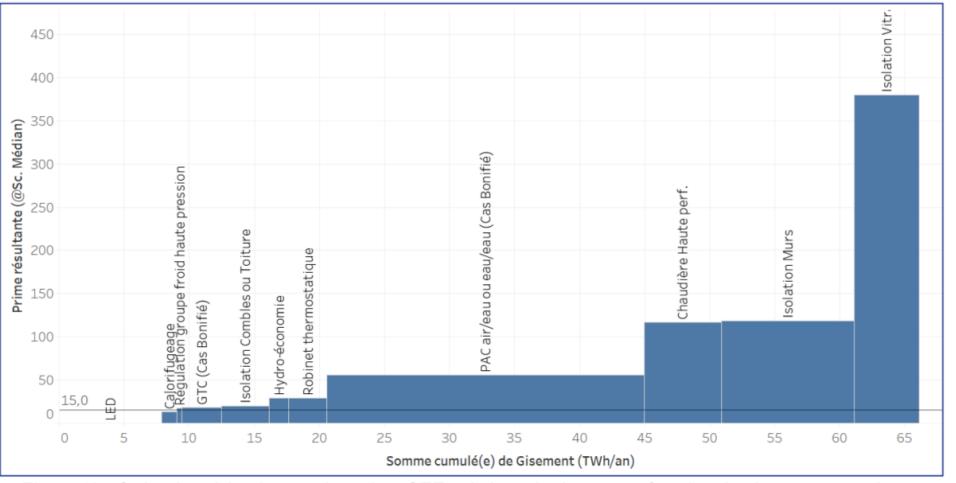


Figure 19 : Ordre de mérite donnant les prime CEE unitaires résultantes en fonction du gisement annuel <u>non</u> cumac en TWh/an





Si vous souhaitez co-financer cette étude et accéder aux livrables, merci de contacter Solenne TOUM par mail à l'adresse : s.toum@atee.fr

L'étude est accessible à 8000€HT





LOWIT

Thomas Lagier, directeur général



Retour d'expérience

12 novembre 2024



Thomas LAGIER

Directeur Général

~

06 21 27 70 01



Thomas.lagier@lowit.fr



www.lowit.fr

La transition énergétique des bâtiments tertiaires : un enjeu stratégique

N'est plus la seule prérogative des équipes techniques énergie ou bâtiment!









Combien cela va coûter?



t p

350 €/m²

Mais des incitation

Audits et diagnostics

Diagnostic Perf
 Immo

s pour les

- Crédit d'Impôt
- Fonds Chaleur
- Coup de pouce Chauffage
- Booster?
- CEE
- Tremplin (Industries)

Prêts

- Prêt Vert
- Prêt Eco Energie
- Prêt Action Climat



Impacts indirects : externalités positives















Développer l'économie circulaire et les filières d'avenir

Bénéfices pour le bailleur ou l'occupant

Bénéfices pour le territoire





Secteur privé

BATIMENT



Décret Tertiaire

Réduire les consommations énergétiques d'ici à 2030 (-40%), 2040 (-50%) et 2050 (-60%) pour les bâtiments / parties de bâtiments / sites tertiaires > 1000m²

Diagnostic de Performance Energétique (DPE)

Indiquer la performance énergétique et climatique d'un logement ou bâtiment via des étiquettes (A->G) en évaluant les consommations énergétiques et impacts GES. Outil clef des marchés immobiliers (vente/location), affichage obligatoire dans certains ERP

Annexe Environnementale

Intégration d'une annexe environnementale aux baux de bâtiments de bureaux et commerces de + 2000 m² à partir de 2012

Isolation thermique lors de la rénovation

Exigence issue de la loi LTECV et concerne les ravalements de façade, réfections toiture



Qualité de l'Air Intérieur (QAI)

Evaluation annuelle et campagne de mesures des polluants à chaque étape de la vie du bâtiment → ERP recevant des mineurs principalement

SYSTEMES

Décret BACS

Controler, analyser, piloter l'ensemble des systèmes techniques du bâtiment → Installation d'une GTB selon le seuil de puissance de chaud ou de froid (combiné ou non à la ventilation) (janvier 2025 si P>290 kW, janvier 2027 si P>70 kW)

Calorifugeage

Isoler les réseaux de distribution (chaud / froid) hors du volume chauffé / refroidi avant le 1er janvier 2027

Loi d'Accélération de la Production d'Energies Renouvelables (APER)

→ Ombrières photovoltaïques pour les parkings extérieurs > 1500m² (avant 07/2028 et même avant 07/2026 si > 10 000m²)
→ Installation de PV ou végétalisation lors de rénovation lourdes d'emprise au sol >500m² (% d'installation variable selon l'échéance et le type d'activité) puis bâtiments existants d'emprise au sol > 500m² à partir de janvier 2028 (% à définir)

Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)

→1 point de recharge / 20 places pour les parkings > 20 places à partir de 2025 pour les parkings récents (le nombre et % d'installation et de prééquipement est variable selon la taille et le permis de construire)
→ 70 % véhicules d'entreprises électriques d'ici 2030



Secteur privé

GRANDES ENTREPRISES

AUDIT REGLEMENTAIRE

Audit énergétique (selon la norme NF EN 16247) ou Système de Management de l'Energie (ISO 50001) couvrant 80% des factures énergétiques (bâtiments, transport, process) pour les entreprises > 250 salariés ou CA > 50 M€ + Bilan > 43M€

TAXINOMIE

Obliger les entreprises (soumises au CSRD) et acteurs financiers à se positionner par rapport à six objectifs environnementaux, pour prioriser les financements aux projets vertueux et renforcer la lisibilité sur les marchés –1- Définir les activités éligibles-2- Définir si elles sont alignés selon les critères techniques établis -3- Publier les KPI demandés

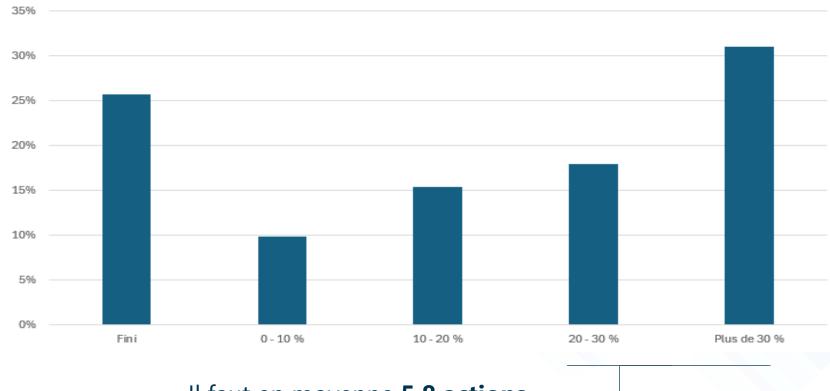
Importance de faire « un 360 règlementaire » pour savoir où en sont vos actifs et savoir quel CAPEX règlementaire provisionner et à quelles échéances



Situation par rapport au Décret Tertiaire

Où en sommes-nous aujourd'hui? (PME 1-30 bâtiments)

Avancement par rapport à l'objectif de -40% d'ici 2030



6 familles d'actions (ou

ATE briété

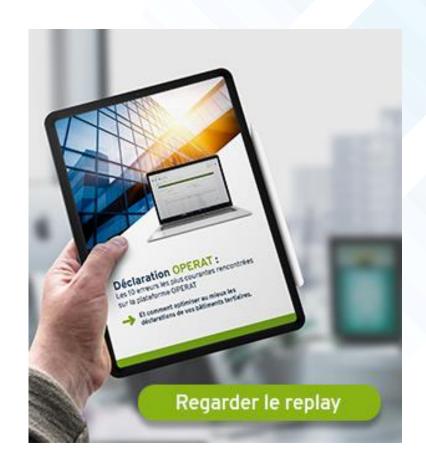
- Comportemental
- Usages spécifiques
- Pilotage/gestion (EMS, Quickwin, maintenance)
- CVC (chauffage, ventilation, climatisation)
- Enveloppe et structure

Il faut en moyenne **5,8 actions** pour passer de l'année de référence à l'objectif 2030



Retour d'expérience sur les déclarations OPERAT

- 1 Ne pas bien identifier son périmètre d'assujettissement
- Renseigner le mauvais SIRET et/ou la mauvaise parcelle cadastrale...
- 3 Choisir la mauvaise année de référence
- 4 Oublier une énergie ou une activité spécifique
- 5 Réaliser un découpage surfacique imprécis



www.lowit.fr - rubrique webinaire



Analyse du Décret Tertiaire

Exemple concret – site logistique à Rungis

Déclaration initiale Sous-catégorie déclarée : • Logistique (2558 m²) Année de référence déclarée : • 2019 Consommation de référence de 323 kWh/m² **Objectif relatif 2030:** • 194 kWh/m² Objectif retenu **Objectif absolu 2030:** • 1 kWh/m²

323 kWh/an => 194 kWh/an soit **– 129 kWh d'ici 2030**

Déclaration optimisée

Sous-catégories déclarées :

- Bureaux (412 m²)
- Ateliers (1835 m²)
- Magasin (331 m²)
- Vente et exposition (102 m²)
- Zone accueil public (57 m²)
- Zone archive (108 m²)

Année de référence déclarée :

- 2016
- Consommation de 351 kWh/m²

Objectif relatif 2030:

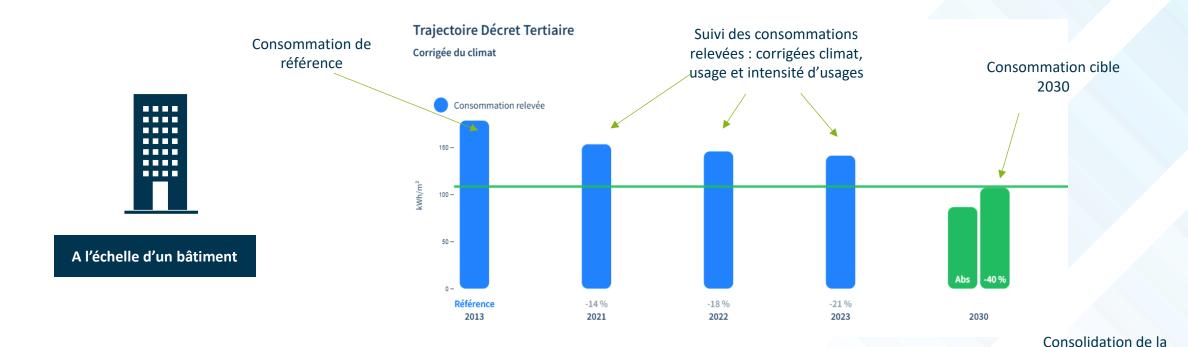
• 211 kWh/m²

Objectif absolu 2030 :

• 243 kWh/m²

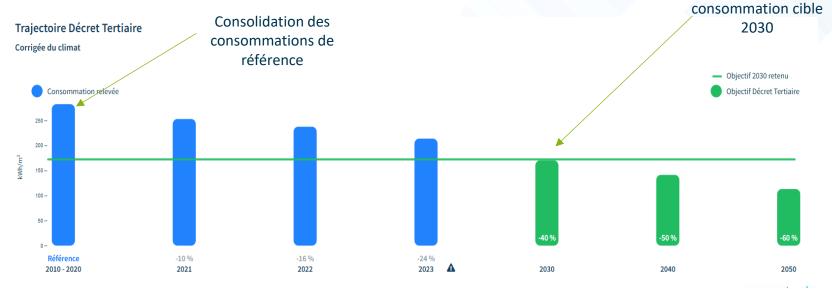
Objectif 2030 retenu

351 kWh/an => 243 kWh/an soit **– 108 kWh d'ici 2030**





A l'échelle du parc de bâtiments

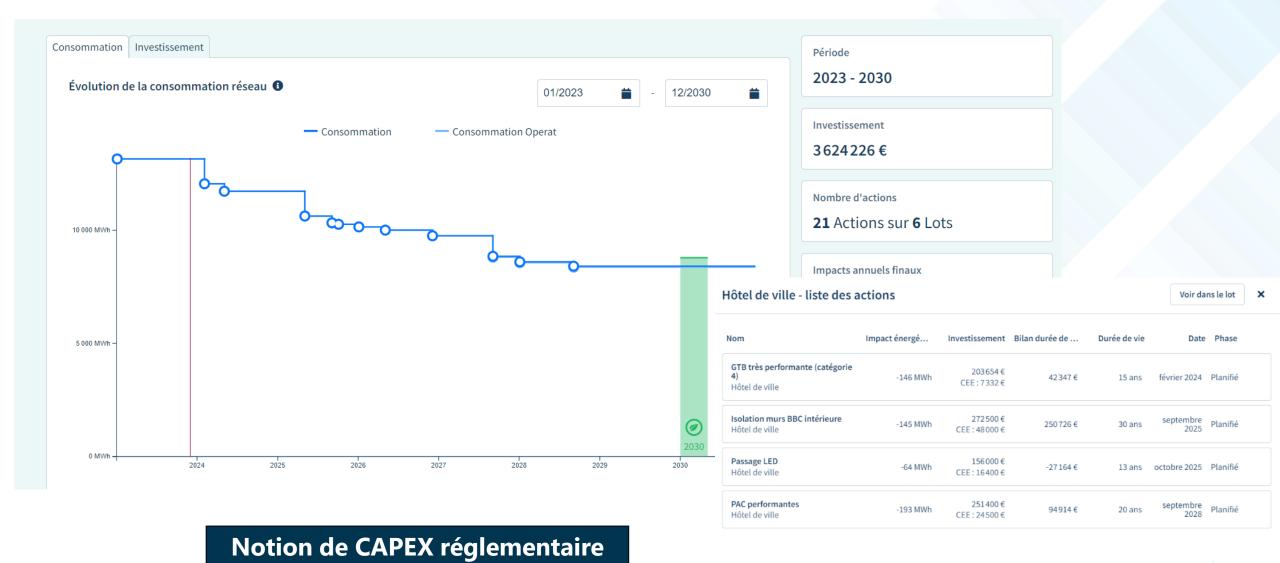






Construire un plan pluriannuel d'investissement (PPI) Plan d'actions et critères de choix

Planifier des actions et des investissements





2 stratégies de transition énergétiques contrastées possibles

1 Etape par étape (ou pas à pas ou « coût-efficace »)

On identifie les actions coût-efficaces

On mobilise principalement des CEE

On met en œuvre année après année les actions

Rénovation globale (ou RCP)

On conduit un projet de rénovation globale du bâtiment dans lequel on inclue la transition énergétique

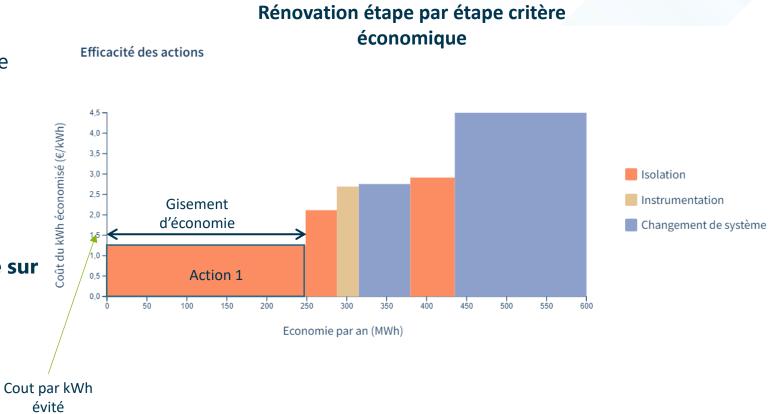
On vise une réduction de consommation énergétique significative



Choisir et prioriser les actions

Pour bâtir un plan pluriannuel d'actions (PPA), il faut :

- Tenir compte de vos enjeux et objectifs
- ex. ne pas perturber le fonctionnement de l'activité
 - ex. objectif GES
- Tenir compte de vos contraintes
 - ex. Optimiser l'investissement
- Tenir compte de ce qu'il est possible de faire sur le bâtiment
- Disposer de critères Technico-Economiques d'aide à la décision





Importance des indicateurs économiques



Durée de vie des actions de réduction de la consommation très variables

$$TRI \ (temps \ de \ retour \ sur \ investissement) = \frac{Investissement \ (\in)}{Economies \ annuelles \ réalisées \ (\in/an)}$$

```
ROI
= (gains - coûts de l'investissement) / coûts de l'investissement
VAN = Somme des flux de trésorerie * taux d'actualisation
```

Toujours raisonner en investissement Net.
C'est à dire après déduction des subventions



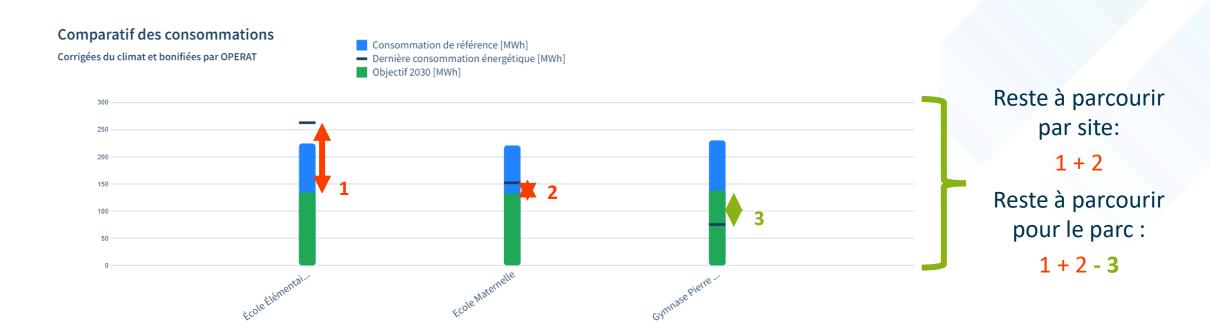


Optimiser les CAPEX en raisonnant à l'échelle du parc

Pourquoi raisonner à l'échelle d'un parc de bâtiments

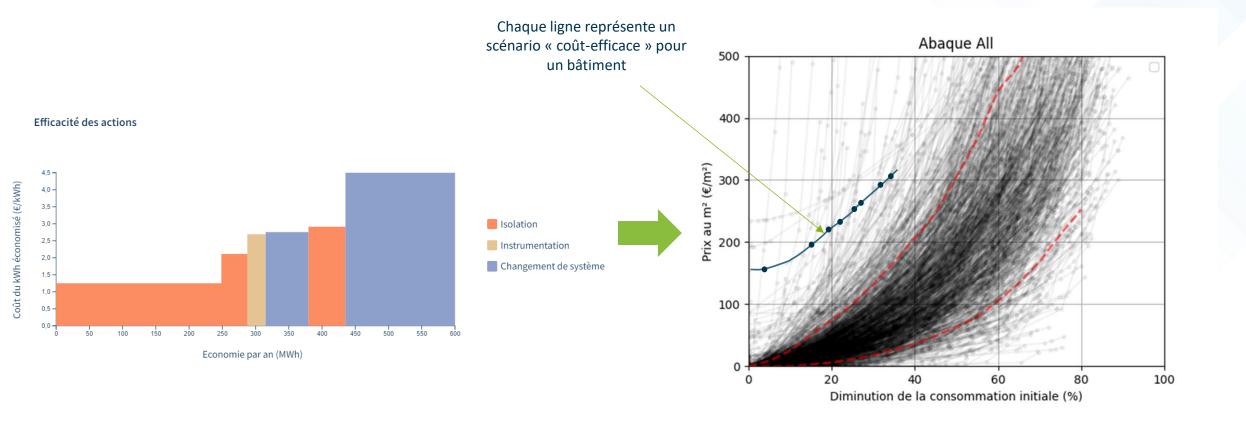
1. Mutualisation comprenant des sites énergétiquement efficaces : baisse de l'objectif global

Exemple pour le parc de 3 bâtiments





Comment optimiser ses capex?







Connaître pour comprendre Comprendre pour agir

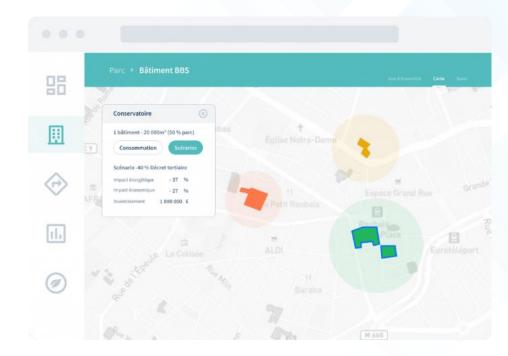
Il n'y a pas de bâtiment type
Il n'y a pas une seule action pour réduire les
consommations

Audit énergétique : connaître son parc pour agir

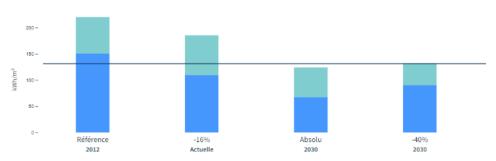
Des audits énergétiques pour :

- Caractériser votre patrimoine,
- Identifier les usages et intensités d'usages,
- Répertorier les travaux en cours ou futurs,
- Comprendre, identifier des pistes de réduction d'énergie,
- Identifier ce qu'il est possible et utile de faire techniquement,
- Situation règlementaire Energie & Bâtiment,
- Permet de créer votre Plan Pluriannuel d'investissement/actions.

Une approche technico-économique rigoureuse indispensable



Trajectoire vis à vis du décret





Conclusion

La transition énergétique est un sujet complexe au cœur d'enjeux règlementaires, financiers et techniques

Avoir une vision globale et une stratégie cohérente permet d'optimiser ses investissements et de bénéficier des dispositifs d'aides et de financements

QUESTIONS/REPONSES



MERCI DE VOTRE ATTENTION